



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

âge de la retraite

Question écrite n° 52758

Texte de la question

M. André Vallini attire l'attention de M. le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État sur la situation des fonctionnaires ayant débuté leur carrière à l'âge de quatorze, quinze ou seize ans, au regard de la liquidation de leurs droits à la retraite. Le projet de loi de finances pour 2005 comporte une disposition permettant aux fonctionnaires ayant débuté leur vie professionnelle dès l'âge de quatorze ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant l'âge de soixante ans. Or cette mesure de justice sociale ne sera mise en oeuvre suivant un calendrier particulièrement décevant. En effet, la mesure proposée par le Gouvernement n'autorise les départs anticipés au 1er janvier 2005 qu'aux fonctionnaires âgés de cinquante-neuf ans ayant débuté leur carrière à quatorze, quinze ou seize ans, et ayant validé quarante ans de service, dont quarante ans de cotisation. Au 1er janvier 2008, si l'âge de départ est ramené à cinquante-six ou cinquante-sept ans, la durée de cotisation nécessaire pour obtenir un départ anticipé est augmentée à quarante-deux ans. Selon ce calendrier, les fonctionnaires nés en 1947 ou 1948, et ayant commencé à travailler dès quatorze ans, seraient particulièrement lésés. Alors qu'ils pourraient prétendre, par analogie aux règles applicables au secteur privé à une retraite amplement méritée dès 2004, ces fonctionnaires devraient patienter jusqu'au 1er juillet 2006. Il lui demande donc si le dispositif de retraite prévu pour les fonctionnaires ayant accompli de longues carrières pourrait être mis en oeuvre d'une façon plus uniforme et plus rapide.

Texte de la réponse

La loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites avait prévu la mise en place d'un dispositif de départ anticipé, avant l'âge de 60 ans, pour les salariés du secteur privé ayant commencé à travailler jeunes. Conformément au principe d'équité, le Gouvernement a souhaité conduire, avant l'été, une discussion avec les organisations syndicales de la fonction publique en vue d'instaurer un départ anticipé pour carrières longues ouvert aux agents publics ayant commencé à travailler jeunes, similaire à celui mis en place pour les salariés du secteur privé. Cette discussion a été engagée avec les syndicats, le 7 juin dernier, avec pour objectif de répondre à cet objectif ambitieux. Le Gouvernement a proposé un dispositif qui ne se distinguait de celui mis en oeuvre pour le secteur privé que sur deux points : d'une part, il était demandé une durée minimale de service public pour bénéficier d'un départ avant 60 ans et d'autre part un calendrier de montée en charge progressive était prévu qui conduisait à un alignement complet avec les salariés du secteur privé au 1er janvier 2008. Au cours des échanges avec les syndicats, il est apparu qu'exiger une durée de service public minimum pour pouvoir partir avant 60 ans constituait une source d'inéquité qui risquait de pénaliser les salariés ayant eu une carrière mixte public/privé. Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État a donc proposé de supprimer cette condition. En revanche, il a tenu à maintenir le calendrier de mise en oeuvre progressive jusqu'en 2008 dans une réforme qui ne conduira à une parité entre public et privé logiquement qu'à cette date. Ces dernières discussions ont abouti à l'annonce de la mise en place d'un dispositif de retraite anticipée qui constitue une avancée sociale considérable. Aucun agent public ayant commencé à travailler jeune, même dans le privé, ne sera écarté du bénéfice de la mesure. Ce dispositif a été voté dans les lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2005 adoptés en décembre par le Parlement. Ce sont 15 000 salariés

des collectivités publiques qui pourront partir à la retraite avant 60 ans en 2005. Ce nombre dépassera 30 000 en 2007 et 2008. La solution équilibrée ainsi retenue d'une mise en oeuvre progressive du dispositif permettra à tous les fonctionnaires qui ont commencé à travailler très jeunes de partir à la retraite avant 60 ans s'ils ont eu une carrière longue, sans remettre en cause la qualité du service public pour les usagers et avec un coût supportable pour le contribuable.

DATE d'ouverture	ÂGE DU DÉBUT de carrière	ÂGE de départ	DURÉE validée (en années)	DONT cotisée (en années)
1er janvier 2008	14 ou 15 ans	56 ou 57 ans	42	42
1er juillet 2006	14 ou 15 ans	58 ans	42	41
1er janvier 2005	14, 15 ou 16 ans	59 ans	42	40

Données clés

Auteur : [M. André Vallini](#)

Circonscription : Isère (9^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 52758

Rubrique : Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Ministère interrogé : fonction publique

Ministère attributaire : fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 décembre 2004, page 9617

Réponse publiée le : 8 février 2005, page 1408